

Publié le 10 juin 2016

Le spectre populiste hante-t-il l'Europe ?

- *Qu'est-ce que le populisme ?*
- *Des étiquettes populistes trop rapidement attribuées*
- *Derrière ces poussées populistes, c'est l'Europe et ses institutions qui sont interpellées*

Quo vadis Europa ? Quelques semaines après le résultat inattendu des élections présidentielles en Autriche, alors que la perspective incertaine du référendum britannique se profile, cette question semble chaque jour se poser avec plus d'acuité. Le cadre d'interprétation le plus couramment utilisé par les journalistes semble provenir d'un roman de Tolkien : *L'ombre du Mordor s'étend sur la Terre du Milieu*. Ou, dit autrement : «Le spectre du populisme s'enracine en Europe». La démonstration repose sur deux séries d'arguments. D'une part, la victoire du Fidesz en Hongrie (2010 et 2014) et du PiS en Pologne (2015) est vue comme un jeu de domino diabolique dans lequel la vision conservatrice prônée par Viktor Orban serait en passe de rallier tous ses voisins – l'Autriche ayant failli, à 30 000 voix près, succomber. D'autre part, les progrès électoraux du Front National en France relèveraient d'une dynamique comparable. Le défaut de cette grille d'analyse, c'est qu'elle reste à la fois superficielle et biaisée.

Les critères du populisme

L'étiquette «populiste», tout d'abord, trop vite affublée sur l'ensemble de ces phénomènes, a ceci de confortable qu'elle permet de les qualifier (intellectuellement), tout en les disqualifiant (politiquement). C'est la raison pour laquelle son utilisation requiert a minima une certaine prudence. Deux critères peuvent permettre néanmoins de préciser sa signification. Un mouvement populiste requiert d'une part la présence d'un chef charismatique qui entend nouer une relation directe avec le peuple, par-delà les mécanismes de la démocratie représentative. Son audience se déploie d'autre part grâce à des discours réducteurs et accusatoires, en particulier envers les élites.

Dans les faits, tout système démocratique, dès lors qu'il repose sur un procédé de séduction-élection, comprend une certaine dose de populisme. Lorsque le candidat François Hollande, dans son célèbre discours du Bourget, fustige «la finance sans visage» et la désigne comme sa principale «ennemie», il s'installe objectivement dans une posture populiste. Une telle affirmation conduit cependant nécessairement à ignorer le contenu même du message tout en invalidant son émetteur. On voit bien ici l'ambiguïté de ce terme et la perversité de son usage intempestif : il permet à moindre frais de fuir le terrain du débat rationnel mais également de légitimer par principe les comportements oligarchiques. Marquer l'Europe centrale au fer rouge du populisme revient par conséquent à s'interdire une compréhension claire des dynamiques politiques à l'œuvre en Europe centrale et à empêcher tout questionnement de fond.

La Hongrie et la Pologne, populistes ou conservatrices ?

Il est nécessaire avant tout de distinguer nettement la situation des pays européens anciennement communistes, comme la Hongrie et la Pologne, et celle de l'Autriche, pays charnière entre l'Est et l'Ouest et fortement attaché au principe de neutralité. Le cas de la Hongrie est particulièrement instructif. Le Fidesz, fondé par Viktor Orbán, est majoritaire depuis 2010. A la faveur d'une crise profonde qui traverse le Parti socialiste hongrois depuis 2006, il a obtenu les deux tiers des sièges au Parlement et s'est trouvé dès lors en mesure d'adopter une nouvelle constitution. En vigueur depuis 2011, celle-ci promeut explicitement une vision conservatrice de la société. Y figurent par exemple en bonne place «le rôle du christianisme dans la préservation de la nation», «l'institution du mariage en tant qu'union de vie fondée sur un engagement volontaire entre un homme et une femme», «le travail créateur de valeurs», «la vie du fœtus [qui] mérite d'être protégée dès sa conception», l'interdiction du «clonage des êtres humains», etc.

Le Fidesz, majoritaire en Hongrie, promeut une politique conservatrice mais non dénuée de corruption

Loin d'être libérale voire libertarienne selon ce que recouvre le concept de « conservateur » aux États-Unis, la politique du Fidesz entend poser

des limites morales à la liberté individuelle et par conséquent refuser une vision de l'économie de marché exclusivement régulée par les lois de l'offre et de la demande. C'est en tout cas le discours officiel qui est tenu par Viktor Orbán lorsqu'il affirme qu'un libéralisme non régulé par des valeurs morales dégénère inéluctablement en rapport de force. Pour autant, il ne s'agit pas d'un gouvernement vertueux au sens où peut l'entendre une conscience occidentale : la corruption est omniprésente depuis la fin du régime communiste et l'ère Orbán, loin d'y mettre un terme, l'a simplement réorientée à son profit. Les critiques sur ce point sont donc légitimes, quoique l'on puisse déplorer qu'elles n'aient pas été aussi vives avant 2010, alors pourtant que les pratiques du gouvernement socialiste étaient comparables.

La politique du Fidesz est-elle populiste ? Elle en possède quelques traits puisque, d'une part, le culte du chef est particulièrement marqué et que, d'une part, elle repose sur un discours explicitement anti-élites – les cadres communistes devenus libéraux en 1990 étant particulièrement ciblés – et résolument alarmiste. Cela étant, les institutions notamment judiciaires fonctionnent conformément aux canons d'un État de droit et les organes représentatifs ne sont pas évincés. Lorsque l'on sait par ailleurs que les élus Fidesz au Parlement européen appartiennent au groupe PPE – celui de Jean-Claude Juncker – et que le parti hongrois d'opposition qui menace le plus directement la majorité actuelle se situe non pas sur la gauche du spectre partisan mais sur la droite (le Jobbik), on mesure l'inanité conceptuelle d'une analyse réduite à ce seul terme de «populisme». En Pologne, le PiS promeut de la même façon une vision conservatrice de la société, explicitement référée à la doctrine sociale de l'Église. Elle semble également vouloir renouer avec son histoire : le 1 050^{ème} anniversaire du prince Mieszko, fondateur de la Pologne catholique, a ainsi été célébré avec faste il y a quelques semaines. En l'occurrence, si populisme il y a, c'est peut-être dans la traque des anciens collaborateurs du régime communiste à laquelle elle semble procéder avec

minutie et notamment à l'encontre de Lech Walesa, héros de Solidarnosc et président de la République polonaise entre 1990 et 1995.

L'Autriche prend des accents populistes mais reste modérée

L'Autriche connaît une situation sensiblement différente. Depuis 1955, les mêmes partis alternent voire cohabitent au sein du gouvernement fédéral selon une conception assez « dépassionnée » du combat politique et marquée par une forte culture du compromis. C'est la première fois que deux candidats issus ou soutenus par des partis politiques alternatifs et donc porteurs d'un message politique plus radical – écologiste d'un côté, identitaire et conservateur de l'autre – parviennent à renverser cette tradition culturelle. L'éviction des deux partis de gouvernement traditionnels lors des dernières élections présidentielles est donc un petit événement. Toutefois, elle ne repose pas exactement sur les mêmes ressorts que ceux qui sont aujourd'hui à l'œuvre en Europe centrale. D'une part, il s'agit de deux partis minoritaires : le FPÖ, classé à l'extrême droite, ne dispose aujourd'hui que de 38 députés nationaux sur 183, tandis que Les Verts, qui soutenaient le président aujourd'hui élu, en rassemblent seulement 24. A titre de comparaison, les deux partis traditionnellement dominants, le SPÖ (Parti social-démocrate autrichien) et l'ÖVP (Parti populaire autrichien) représentent respectivement 52 et 51 députés.

D'autre part, les élections présidentielles en Autriche présentaient cette année une configuration singulière. Six candidats étaient en lice contre trois en 2010. Et le jeune candidat FPÖ, Norbert Hofer, présentait un profil nettement plus modéré que la candidate FPÖ présentée lors du scrutin présidentiel précédent, qui avait vu la réélection dès le premier tour du président fédéral sortant avec près de 80 % des voix. En

d'autres termes, rien n'indique que la société autrichienne se soit subitement ralliée aux sirènes du populisme. Cela étant, qu'une frange très importante des électeurs n'ait pas craint de voter FPÖ au second tour peut néanmoins être interprété comme le signe d'une légitimité grandissante accordée aux idées conservatrices.

L'Autriche connaît un bouleversement qui ne peut pas pour autant être identifié à un réel avènement du populisme

Quel message pour l'Union européenne ?

Le fantasme d'une Terre du Milieu menacée par l'ombre du Mordor doit donc être largement relativisé : le populisme n'est pas aujourd'hui le principal danger qui guette notre continent. Ce que contiennent en revanche les idées conservatrices d'un Norbert Hofer ou d'un Viktor Orban, c'est un regard radicalement nouveau posé sur l'Union européenne. Les partis libéraux qui ont participé depuis soixante ans à sa lente édification peinent en effet à remettre en question la foi qui est la leur à l'égard de ce modèle considéré comme indépassable et exclusif. C'est le cas en Autriche, mais également en France. Les scores importants du Front National lors des élections européennes trouvent là un facteur explicatif essentiel. De leur côté, les partis ouvertement conservateurs, comme le Fidesz ou le FPÖ, ne craignent pas de regarder l'Union européenne telle qu'elle est, c'est-à-dire comme un artifice institutionnel souvent utile, probablement passager, parfaitement

susceptible d’être agencé selon des modalités nouvelles. Résumer ce clivage par une formule binaire du type «pour ou contre l’Europe» reste là encore aussi vain que l’usage compulsif du terme de «populisme». Ce dont il est question ici, c’est la capacité de l’Union européenne à prêter l’oreille à une frange croissante de la population qui cherche autre chose qu’un espace «sans frontières intérieures» au sein duquel l’ambition se borne à garantir «une concurrence libre et non faussée». Les bouleversements géopolitiques à l’œuvre au Moyen Orient et la poussée migratoire qui en découle semblent avoir aiguisé ce clivage.

L’audience dont bénéficie aujourd’hui le discours sceptique était en tout cas inconcevable il y a dix ans. En 2006, seul un parti minoritaire comme le FPÖ pouvait réclamer un référendum pour mettre fin «à la folie de l’Europe». Aujourd’hui, les initiatives de la sorte se multiplient : Pays-Bas

(refus de l’accord d’association UE-Ukraine),

Royaume-Uni (maintien ou non dans l’UE), Hongrie (rejet de la politique migratoire prônée par la Commission européenne)... Que ce type de discours puisse être pleinement assumé par un parti de gouvernement – ce qui est le cas en Hongrie – est inédit. La campagne d’affichage organisée par le gouvernement hongrois pour encourager les électeurs à voter sonne à cet égard comme un avertissement : «Envoyons un message à Bruxelles pour qu’eux aussi le comprennent !». Le ton est sibyllin mais la signification limpide : le principal défi auquel doit répondre l’Union européenne n’est pas le populisme, mais le manque de dialogue véritable.

Derrière le terme de populisme,
se dissimule la volonté de proposer
une nouvelle vision de l’Europe

François-Marie Bouchard

Retrouvez cet article sur notre [site](#)